

consiste précisément à ouvrir une période pré-révolutionnaire, sinon directement révolutionnaire, entre le régime bourgeois et le régime prolétarien. Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée, ni artificielle, est attesté de la meilleure façon par la vague d'occupations d'usines qui a déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste.

7

Le "secret commercial" et le contrôle ouvrier de l'industrie

Le capitalisme libéral, fondé sur la concurrence et la liberté du commerce, a disparu bien loin dans le passé. Le capitalisme monopolisateur, qui l'a remplacé sur la scène, non seulement n'a pas réduit l'anarchie du marché mais lui a donné, au contraire, un caractère particulièrement convulsif. La nécessité d'un « contrôle » sur l'économie, d'une « direction » étatique, d'une « planification » est maintenant reconnue — au moins en paroles — par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite bourgeoise, du fascisme à la social-démocratie. Pour les fascistes, il s'agit surtout d'un pillage « planifié » du peuple pour des fins militaires. Les social-démocrates se préparent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuiller d'une « planification » bureaucratique. Les ingénieurs et les professeurs écrivent des articles sur la « technocratie ». Les gouvernements démocratiques se heurtent dans leurs tentatives timides de « réglementation » au sabotage insurmontable du grand capital.

Le véritable rapport entre exploités et « contrôleurs » démocratiques est caractérisé de la meilleure façon par le fait que messieurs les « réformateurs », saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs « secrets » industriels et commerciaux. Ici règne le principe de la « non-intervention ». Les comptes entre le capitaliste isolé et la société constituent un secret du capitaliste : la société n'a rien à y voir. Le « secret » commercial est toujours justifié, comme à l'époque du capitalisme libéral, par les intérêts de la « concurrence ». En fait, les trusts n'ont pas de secrets l'un pour l'autre. Le secret commercial de l'époque actuelle est un complot constant du capital monopolisateur contre la société. Les projets de limitation de l'absolutisme des « patrons de droit divin » restent de lamentables farces tant que les propriétés privées des moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs la mécanique de l'exploitation, du pillage, de la tromperie. L'abolition du « secret commercial » est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie.

Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les « secrets » de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de toute l'économie nationale dans son ensemble. Les banques, l'industrie lourde et les transports, centralisés, doivent être placés les premiers sous la cloche d'observation.

Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclaircir